

Lycée Privé Al Maktoum

CITY EDITION

London Herald

FRIDAY 25th OCTOBER 1929

LATE PRICES

WALL STREET CRASH!

Black Thursday in America

Stocks Plunge and Eleven Commit Suicide

Panic selling hit the New York Stock Market yesterday as nearly 13 million shares changed hands in just one day.

Massive sales in the early morning created an extraordinary atmosphere of chaos and panic. Brokers flooded the market with orders from their investors to sell at any price.

As the situation reached crisis level, the market broke down entirely as the sea of brokers clamoured madly for one-sided buyers. Stocks were traded for any price and the value of some companies halved during the course of the morning.

The huge early morning sales followed a week of uncertainty on Wall Street and the bottom finally dropped out of the market at 11.30am, when the ticker tape was no longer able to keep up with the sheer volume of activity.

Crisis Meeting

A crisis meeting of New York's leading bankers was held in the offices of JP Morgan & Co and prices recovered slightly in the afternoon on the assurance from the firm's senior partner, Thomas W. Lamont, that the problems were 'technical rather than fundamental'. With miserly undertone, Mr. Lamont admitted that 'there has been a little distress selling' on the Stock Exchange but the most influential financiers in New York contended that the market was essentially safe and was simply reeling after four strong years of growth.

In an attempt to defuse the crisis, the Treasury in

Panicking investors gather around the statue of George Washington on Wall Street.

What Went Wrong?

The initial massive sale of stocks began when it became clear that a slowdown in some major industries was expected, mainly because of overproduction in the very competitive automobile industry. Once the panic began, the situation simply grew out of control as nervous investors all tried to shed their plummeting stocks at the same time.

Chaos

The all-consuming chaos was, in part, hastened by bankers on the inadequacy of the old ticker-tape system in processing such enormous volumes of trade. By the end of the trading day, the ticker recording Stock Exchange transactions was over four hours behind the trading which had taken place. Telephone facilities were also totally deficient during the crisis, not only in Wall Street but also throughout the City of New York. The system almost ground to a halt at times as it seemed as if every inhabitant of New York was trying to call the financial district with instructions to sell.

Speculators

Since the end of the depression of the early 1920s, new speculators have flooded into the bull markets and stocks undervalued in value over four years, often bought on credit, rather than with cash. Thousands of these risk-takers have had their fingers very badly burned by Black Thursday.

Financial Reports - p.11

OTHER NEWS

London Buses to be Red - The Government announced that all buses in London will be red. The decision follows the recent trial of a red and yellow version of the new bus, which failed to win popular support. p.10

New Government in France - The appointment of a new government is expected in France, following the resignation of the government of Victor Simon. Aristide Briand, on Tuesday. p.4

Yugoslavia in Born - The new official name of the Kingdom of Serbia, Croatia and Slovenia will be 'Yugoslavia'. It has just been announced in Belgrade. p.7

COLEMAN'S "WINCARNIS"

1ère D

LA CRISE ECONOMIQUE DE 1929

Présenté par :

- GUIRO Inoussa
- SAKANDE Aïcha
- SAWADOGO Aïcha

Professeur :

- M. BAMA

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
I- Les origines : Les années 1920, une décennie de prospérité factice	3
1- <i>Le poids de la guerre et l'affaiblissement des économies européennes.....</i>	<i>3</i>
2- <i>Le dynamisme économique et les risque de crise de surproduction</i>	<i>4</i>
3- <i>Les effets dévastateurs de la spéculation financière</i>	<i>4</i>
II- Les Etats-Unis dans la crise : du krach boursier à la Grande Dépression	5
1- <i>Du Krach boursier à la crise bancaire et industrielle : l'effondrement d'un système économique.</i>	<i>5</i>
2- <i>La Grande Dépression américaine</i>	<i>6</i>
III- Mondialisation de la crise.....	7
1- <i>Le désengagement américain et la propagation de la crise financière</i>	<i>7</i>
2- <i>La contraction du commerce international.....</i>	<i>7</i>
3- <i>Une crise mondiale aux effets similaires mais différenciés</i>	<i>8</i>
IV- Résoudre une crise mondiale	9
1- <i>L'échec des politiques traditionnelles.....</i>	<i>9</i>
1.1- <i>Le libéralisme en question.....</i>	<i>9</i>
1.2- <i>L'absence de coopération internationale : la tentation du repli sur soi</i>	<i>9</i>
2- <i>De nouvelles politiques économiques de relance</i>	<i>10</i>
2.1- <i>Roosevelt et le New Deal</i>	<i>10</i>
2.2- <i>Politique de relance du Front Populaire en France</i>	<i>11</i>
3- <i>La crise et le virage autoritaire</i>	<i>12</i>
V- Les conséquences sociales et politiques de la crise	12
CONCLUSION.....	13

INTRODUCTION

La crise des années 30 fut, avec les deux guerres mondiales, l'un des événements du siècle qui marquèrent le plus la conscience collective. Exemple sans doute unique d'une crise économique profonde et qui sembla ne pas pouvoir s'achever spontanément ; exemple unique également d'une dépression vraiment mondiale, puisque seule l'URSS fut épargnée. Mais, malgré son importance, la crise souffre d'une place relativement faible dans l'historiographie autre que strictement économique. Vue comme une crise globale du capitalisme par les auteurs marxistes, elle est considérée comme un phénomène purement économique, dans l'interprétation duquel histoires politique, diplomatique, culturelle ou même sociale ne trouvent guère de place. Cette perception est renforcée par les travaux d'autres économistes pour qui cet épisode représente un défi aux mécanismes d'ajustement spontané de l'économie libérale. L'importance de cet enjeu comme le poids de l'historiographie américaine, c'est-à-dire rédigée dans un pays où la Première Guerre mondiale fut un événement de bien moindre poids qu'en Europe, conduit à considérer les années 20 comme le simple prolongement économique de la Belle Époque et à minimiser les transformations ayant résulté de la guerre.

À l'opposé de cette perspective, il nous semble que la crise de 1929 est le type même de l'événement dont les origines et les conséquences ont de fortes chances d'être multiples et de déborder le cadre de l'économique.

I- Les origines : Les années 1920, une décennie de prospérité factice

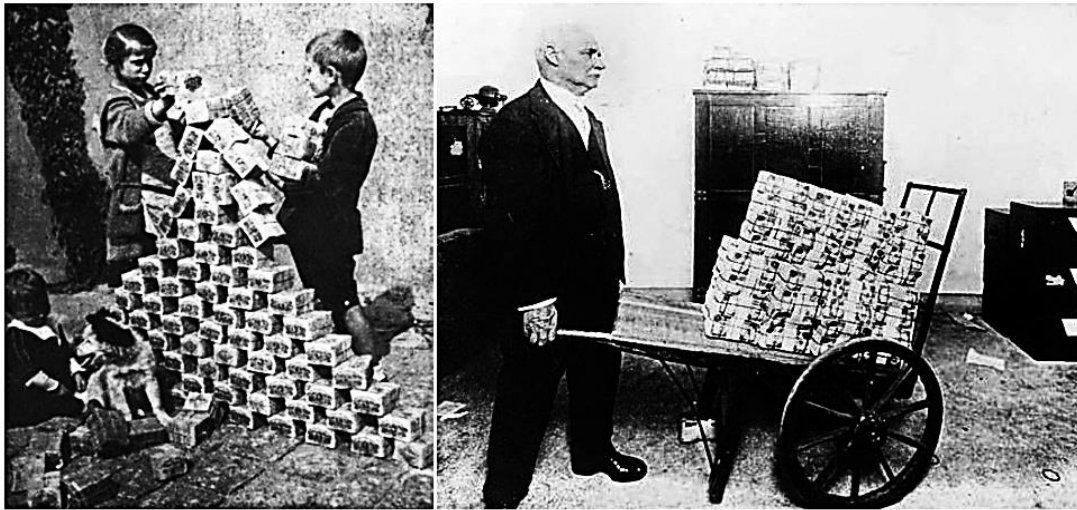
1- Le poids de la guerre et l'affaiblissement des économies européennes

Les puissances européennes, en particulier la France et l'Allemagne, sortent appauvries et affaiblies de la 1^{ère} Guerre mondiale.

La production industrielle et le PIB des puissances européennes chutent fortement, notamment en raison de la Première Guerre mondiale (destructions, passage à une économie de guerre, réquisition de la main d'œuvre sur le front...)

Afin de financer leur déficit budgétaire, de nombreux États recourent à la création monétaire (la « planche à billets ») ce qui engendre une forte inflation. L'Allemagne est fortement touchée : le prix au détail y passe de l'indice 1 en 1913 à 750 000 000 000 en novembre 1923 (les prix des repas au restaurant varient par exemple selon l'heure de la commande et l'heure à laquelle l'addition est présentée !) ; on parle dès lors d'hyperinflation.

Les dettes de guerre font des États-Unis le 1^{er} créancier de la planète. Les américains investissent près de 5 millions de dollars en Europe, notamment en Allemagne qui est particulièrement dépendante de ces capitaux.



L'hyperinflation allemande en 1923

2- Le dynamisme économique et les risque de crise de surproduction

Dans les années 1920, les États-Unis sont la 1^{ère} économie mondiale, grâce à une industrialisation rapide basée sur le taylorisme et le fordisme. Mais ce dynamisme provoque un déséquilibre entre l'offre et la demande.

Pour répondre à l'augmentation de l'offre de biens de consommation (automobile, électroménager...), le crédit à la consommation (et donc l'endettement) se développe dangereusement. L'encours des crédits bancaires est ainsi multiplié par 12 entre 1924 et octobre 1929.

Les superficies cultivées et la production agricole augmentent également considérablement, dépassant la demande réelle. Les prix baissent et de nombreux petits exploitants se retrouvent endettés. La mise en culture de terres moins fertiles aggrave par ailleurs la sécheresse dans le centre du pays.

Les prix des matières premières (agricoles et minérales) connaissent une baisse qui peut atteindre plus de 50 %. Cela pénalise notamment les économies latino-américaines déjà surendettées auprès des États-Unis.

3- Les effets dévastateurs de la spéculation financière

Aux États-Unis, la spéculation financière explose ce qui entraîne la formation d'une bulle spéculative menaçant l'ensemble du système économique.

La période de prospérité après la crise de 1921 se traduit par une hausse des profits des entreprises et donc des cours de la bourse de New York. La valeur des actions est multipliée par 4 entre 1921 et 1929 (300%) !

Toutefois, la production industrielle n'augmente que d'environ 50% sur la même période : l'envol des cours résulte donc aussi largement de la spéculation. Les actions étaient souvent achetées à crédit

La crise économique de 1929

(4/5e des actions en 1929) et les spéculateurs espéraient rembourser les prêts par les plus-values obtenues en vendant les titres, une fois que leur cours aurait augmenté.

La situation économique commence à se dégrader aux États-Unis en 1929 (comme d'ailleurs dans le reste du monde et même dès 1928 en Allemagne) : la consommation des ménages et l'indice de la production industrielle diminuent, tout comme les bénéfices des entreprises dont la valeur en bourse continue de croître du fait de la spéculation ! L'indice Dow Jones est progressivement déconnecté de l'économie réelle ; la prospérité sur laquelle se fondait l'envol boursier se révèle largement factice.

Au printemps 1929, inquiète des risques de formation d'une bulle spéculative, la réserve fédérale américaine (FED) demande aux banques de Wall Street de réduire leurs prêts aux courtiers mais cette préconisation n'est pas suivie.

II- Les Etats-Unis dans la crise : du krach boursier à la Grande Dépression

1- Du Krach boursier à la crise bancaire et industrielle : l'effondrement d'un système économique.

La bulle spéculative explose en octobre 1929. Les cours des actions cotées à Wall Street s'effondrent et l'ensemble du système de crédit sur lequel se fonde l'économie américaine vole en éclat.

Dès le début du mois d'octobre, un mouvement de vente fait baisser les cours de la bourse de 10%. Le jeudi 24 octobre 1929 (le « *jeudi noir* »), 13 millions d'actions sont mises en vente : la bourse s'effondre et, malgré l'intervention des banques pour enrayer la chute, la panique s'empare des marchés financiers. Le mardi 29 (« *mardi noir* »), ce sont 16 millions de titres qui sont échangés : c'est le krach.

L'effondrement de la bourse entraîne une crise bancaire aux États-Unis : les spéculateurs et détenteurs de crédit sont incapables de rembourser leurs dettes ; les déposants veulent récupérer leur argent mais les banques ne disposent plus de liquidité... La moitié des banques du pays ferme leurs portes (environ 800).

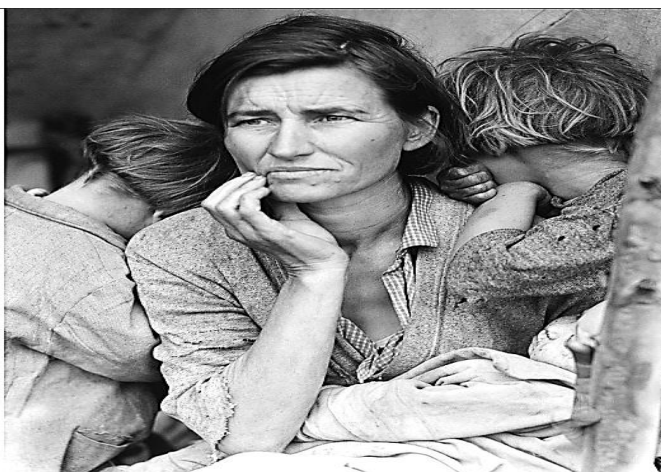
C'est ensuite le secteur productif qui est touché : les banques ne peuvent plus prêter aux entreprises alors que la consommation s'effondre : la crise devient économique. Le nombre d'automobiles produites entre août 1929 et décembre 1929 diminue par exemple de moitié. De 1929 à 1932, le revenu national des États-Unis s'effondre de 87 à 39 milliards de dollars. Le marché immobilier, qui avait aussi connu un fort mouvement spéculatif, s'effondre à son tour.

2- La Grande Dépression américaine

Les États-Unis rentrent alors dans une période de dépression économique qui dure presque toute les années 1930 : c'est la « Grande Dépression ». Les faillites se multiplient dans tous les secteurs (30 000 en 1932 !) et entraînent une hausse inédite du chômage qui passe de 1,5 millions de personnes en 1929 à 12,5 en 1932 (plus de 25% de la population active). Ce chômage se traduit par une diminution de la demande des ménages qui rend impossible toute reprise de l'économie. C'est le cercle vicieux de la dépression.

Le monde rural est particulièrement touché. En plus de la baisse des cours des matières premières agricoles, les exploitants du centre et du Midwest sont confrontés à des tempêtes de poussières, les « *Dust Bowl* », qui rendent toute culture impossible. Des milliers de paysans ruinés sont jetés sur les routes de l'exil (vers la Californie principalement).

Le chômage et l'absence de protection sociale entraînent une paupérisation de la société américaine : beaucoup perdent leur logement et des bidonvilles s'érigent autour des grandes villes industrielles du nord (ils sont surnommés les « *Hooverville* », du nom du président de l'époque) ; des familles entières connaissent la famine (alors que les grands propriétaires brûlent leur stock pour essayer d'enrayer la chute des prix) et sont réduites à la mendicité ou ont recours aux soupes populaires. La misère, la criminalité et la violence sociale progressent, comme lors du "massacre de Dearborn" (banlieue de Detroit) en mars 1932 : lors d'une manifestation des travailleurs licenciés de l'industrie automobile organisée par le parti communiste américain, les forces de l'ordre et les membres de la sécurité de la firme Ford (qui craignent le déclenchement d'une émeute) ouvrent le feu sur la foule. Quatre manifestants sont tués et une soixantaine blessés.



La mère migrante



Hooverville

III- Mondialisation de la crise

1- Le désengagement américain et la propagation de la crise financière

A partir d'octobre 1929, les États-Unis commencent à rapatrier les capitaux qu'ils avaient investis en Europe et en Amérique Latine (pour récupérer des liquidités), ce qui déstabilise les systèmes bancaires et économiques dans ces régions.

Le retrait des capitaux américains entraîne la faillite de grandes banques européennes, très dépendantes des États-Unis. En mai 1931, la Kredit Anstalt, principale banque autrichienne, ferme ses portes. L'Allemagne, qui s'était reconstruite pendant les années 1920 grâce à de nombreux prêts américains, voit aussi son système bancaire particulièrement affecté. Par « effet domino », les banques britanniques et (plus tardivement) françaises sont également touchées.

Les épargnants, craignant de perdre leur capitaux, se ruent vers les banques pour récupérer leur argent, ce qui accélère encore la crise bancaire européenne.

Les fermetures bancaires provoquent également une crise du crédit qui paralyse l'économie. Comme aux États-Unis, la crise s'étend donc du secteur financier à tous les domaines de la vie économique : de nombreuses entreprises font faillite, le niveau du chômage explose et la pauvreté progresse. En 1935 par exemple, 1/5ème de la population britannique ne mange pas à sa faim.



*Foule devant la Caisse d'Épargne de Berlin après la faillite
de la banque Darmstadt und NationalBank*

2- La contraction du commerce international

La récession américaine (mais aussi celle de l'Allemagne, deuxième puissance industrielle capitaliste) se traduit par une baisse des importations américaines et donc des exportations des autres pays.

La crise économique de 1929

Entre 1929 et 1932, le commerce mondial diminue du quart en volume et de près des deux tiers en valeur (du fait de la baisse des prix).

Le ralentissement du commerce international est également lié à la mise en œuvre de politiques protectionnistes aux États-Unis et en Europe. Pour réduire leurs importations et protéger leurs entreprises, les différents États augmentent leurs tarifs douaniers sur les importations étrangères, comme en juin 1930 aux États-Unis avec la loi Hawley-Smoot.

Ce protectionnisme américain provoque une réduction des exportations européennes et sud-américaines, ce qui alimente d'autant plus la crise économique dans ces régions.

3- Une crise mondiale aux effets similaires mais différenciés

Si les effets de la crise américaine de 1929 se font sentir partout dans le monde, des spécificités nationales subsistent.

Les conséquences de la crise sont les mêmes partout : chute des prix, dévaluation des monnaies (pour rester compétitif sur les marchés mondiaux et stimuler les exportations), faillites des banques et des usines, explosion du chômage et crispations politiques et sociales.

Les pays d'Amérique Latine, dont les économies sont largement basées sur l'exportation de matières premières agricoles, sont particulièrement touchés par le ralentissement des échanges mondiaux et la baisse des prix. Le café brésilien par exemple, perd les 2/3 de sa valeur et est même utilisé comme combustible dans les locomotives ; en Argentine, le bétail excédentaire est abattu.

La reprise sera plus rapide en Grande-Bretagne qui se replie sur son immense empire colonial (accords d'Ottawa de 1932 qui instaure un système de préférence douanière avec ses colonies).

En France, pays qui reste encore assez rurale et moins dépendant du commerce international que les autres puissances, la crise est plus tardive et moins marquée mais dure plus longtemps.

L'URSS de Staline, restée largement à l'écart de la mondialisation capitaliste, est relativement épargnée par la crise.



Alimentation d'une locomotive avec café au Brésil (1936)

IV- Résoudre une crise mondiale

1- L'échec des politiques traditionnelles

1.1- Le libéralisme en question

En 1929, la pensée économique libérale dominante préconise la non-intervention des États. Le « marché » doit s'auto-réguler et permettre de sortir de la crise. Mais il n'en est rien.

La plupart des gouvernements pensent sortir de la crise par des mesures de déflation afin de maintenir les équilibres budgétaires et d'empêcher le retour de l'inflation (l'hyperinflation du début des années 1920 reste un traumatisme, en Allemagne notamment). Cette stratégie échoue et accentue un peu plus la misère (en faisant baisser les salaires) et la dépression (en réduisant encore la consommation et les investissements).

L'assistance traditionnelle aux populations s'organise, comme avec la multiplication des soupes populaires, mais ces réponses restent bien insuffisantes face à l'ampleur exceptionnelle de la crise.

Le président républicain des États-Unis Herbert Hoover est resté dans la mémoire collective comme le symbole de l'inaction des responsables politiques face à la crise (cf. son slogan de 1930 « la prospérité est au coin de la rue » et le terme « Hooverville » employé pour désigner les taudis qui se multiplient pendant la Grande Dépression). Libéral convaincu, il augmente toutefois les dépenses fédérales pour relancer l'économie, en dégageant par exemple des crédits pour les travaux publics ou en baissant les impôts.



Chômeurs devant la soupe populaire aux États-Unis (années 1930)

1.2- L'absence de coopération internationale : la tentation du repli sur soi

Face à la crise, la plupart des États cherche avant tout à défendre leurs propres intérêts, alors même que cette crise résulte l'internationalisation de l'économie et de l'interdépendance croissante des différentes régions de la planète.

La crise économique de 1929

Comme nous l'avons évoqué précédemment, la mise en œuvre de politiques protectionnistes dans les principales puissances industrielles a pour conséquence une diminution des échanges internationaux et une aggravation de la crise.

En juillet 1933, 66 pays se réunissent à Londres pour tenter de trouver une solution concertée à la crise. La conférence est un échec et plus rien ne semble pouvoir enrayer la montée du protectionnisme douanier. Des États comme l'Allemagne et l'Italie recherchent l'autarcie économique alors que les puissances coloniales pratiquent la « préférence coloniale ». C'est par exemple le cas de la France et de la Grande-Bretagne qui se replie sur son immense empire avec les accords d'Ottawa de 1932 qui instaurent un système de préférence douanière avec ses colonies.

Les gouvernements dévaluent aussi leur monnaie pour rester compétitif sur les marchés mondiaux et stimuler les exportations (Royaume-Unis et Allemagne en 1931, États-Unis en 1933, France en 1936). Cette stratégie accentue encore un peu plus la dépression.

2- De nouvelles politiques économiques de relance

2.1- Roosevelt et le New Deal

Élu en 1932 à la présidence américaine, le démocrate Franklin Delano Roosevelt met en œuvre une politique de relance novatrice inspirée des idées de l'économiste britannique John Maynard Keynes : le New Deal.

Sans remettre en cause le modèle libéral, Keynes prône une plus grande intervention de l'État dans l'économie ; il privilégie ainsi la dépense publique (donc le déficit public) et la relance de l'activité par la demande. Sa théorie ne sera toutefois formulée qu'en 1936 (« *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* ») et les politiques qu'il inspire résultent surtout de mesures empiriques.

Le New Deal, mis en œuvre à partir de mars 1933 sous la pression des syndicats, s'appuie sur des administrations spécialisées qui soutiennent l'industrie (le *National Industrial Recovery Act* qui tend à réduire les heures de travail et à augmenter les salaires) et l'agriculture (l'*Agricultural Adjustment Act* qui cherche à mettre fin à la surproduction et à soutenir le niveau de vie des fermiers via des aides de l'État).

La *Civil Work Administration* puis, à partir de 1935, la *Work Progress Administration* lancent de grands travaux (3500 millions de dollars, c'est-à-dire 60 % du budget fédéral) pour donner du travail aux chômeurs et relancer la consommation. La *Tennessee Valley Authority* est par exemple chargée de réaliser des travaux gigantesques (barrages, routes) pour aménager cette région sinistrée.

La réglementation bancaire est également renforcée pour éviter des krachs comme celui de 1929. Le nouveau gouvernement vote ainsi en juin 1933 la loi *Glass-Steagall* qui établit la distinction entre les

La crise économique de 1929

banques de dépôt et les banques d'investissement (ou banque d'affaires). De plus, un organisme fédéral est chargé de surveiller les marchés financiers.



Travail de la Civil Work Administration

Enfin, des mesures sociales sont adoptées dans le cadre du *Social Security Act* de 1935 : une assurance vieillesse est instaurée ainsi qu'une allocation chômage financée par un impôt fédéral. Ces mesures posent les bases de l'État-Providence (« *Welfare State* »)

En 1939, le bilan du New Deal est mitigé : la reprise est indéniable (le revenu national a plus que doublé entre 1932 et 1939) et de nombreux travaux ont permis de moderniser le pays. Le PIB national est cependant à peine supérieur à celui de 1929 et le chômage reste élevé. Le New Deal pose malgré tout, les bases d'une nouvelle forme d'organisation de l'économie capitaliste dans laquelle l'État intervient pour corriger les dysfonctionnements du marché et assurer un minimum de protection sociale aux citoyens.

2.2- Politique de relance du Front Populaire en France

En France, le Front Populaire (l'alliance entre le Parti Communiste, la SFIO socialiste et le Parti Radical) remporte les élections de 1936 face à l'extrême droite fascisante qui profite de la crise pour monter en puissance.

Dans un contexte de crise économique et de tensions sociales (grèves, occupations d'usines, manifestations...), une politique de relance par la consommation est rapidement adoptée. Comme aux États-Unis, elle se base sur un plus grand interventionnisme de l'État dans l'économie.

Léon Blum, le président du conseil, pousse le patronat et les syndicats ouvriers à signer les accords de Matignon (juin 1936) qui se traduisent par une hausse des salaires et la signature de conventions collectives. Les salariés obtiennent par la suite une diminution de la durée légale du travail hebdomadaire (de 48h à 40h) et 15 jours de congés payés.

La reprise est toutefois tardive. La diminution du chômage est réelle mais lente et l'augmentation du pouvoir d'achat est limitée par la hausse des prix. Sur le plan social, les résultats sont plus

La crise économique de 1929

convaincants dans le sens où les réformes engagées posent les bases de la refondation républicaine et de la croissance d'après-guerre.



Grève dans les usines Renault en 1936

3- La crise et le virage autoritaire

Dans de nombreux pays, la crise provoque une instabilité politique qui mène à la mise en place de régime autoritaire.

En Amérique Latine, les coups d'État se multiplient. En 1930 par exemple, José Felix Uruburu en Argentine et Getulio Vargas au Brésil renversent les présidents élus et mettent en place des régimes autoritaires et populistes. Ils mènent souvent une politique de substitution aux importations afin de réduire leur dépendance vis-à-vis des États-Unis et des puissances européennes.

En Allemagne, la crise profite au Parti Communiste et au Parti National Socialiste (nazi) d'Hitler. Ce dernier parvient à s'emparer du pouvoir au début de l'année 1933 et obtient rapidement les pleins-pouvoirs. Alors que la crise est à son paroxysme, il fonde sa stratégie de relance sur une politique de grands travaux (les fameuses autoroutes notamment) et de réarmement ainsi que sur le contrôle des prix et des salaires. Le chômage diminue et la production industrielle est relancée mais le niveau de vie des ouvriers progresse peu et le déficit budgétaire s'accroît fortement. Surtout, la marche vers la guerre est entamée...

V- Les conséquences sociales et politiques de la crise

Tous les pays industrialisés sont confrontés à un chômage de masse (23 % en Grande Bretagne). La famine arrive dans de nombreux pays et la pauvreté ne cesse d'augmenter. On observe tout comme aux États-Unis la création de bidonvilles accueillant les populations expulsées de leur logement. Face à ce phénomène, on observe l'apparition de grèves et de manifestations. Les chômeurs, avec l'aide

La crise économique de 1929

des syndicats, s'organisent. Des marches de la faim se déroulent dans de nombreux pays. Les salariés mécontents de la dégradation de leurs conditions de vie participent à de longues grèves (Grève de 1936 en France).

Dès lors, cette crise bouleverse les équilibres politiques. En Allemagne, une grande partie de la population est séduite par la propagande nazie, utilisant la misère sociale pour critiquer la démocratie libérale qui l'a plongée dans la pauvreté. En France, la crise entraîne l'union des partis de gauche (Front Populaire 1935).

Une grande partie de l'Amérique latine voit des régimes autoritaires se mettre en place, comme au Brésil avec l'arrivée au pouvoir de Getulio Vargas. Ces nouveaux hommes forts vont s'appuyer sur la faiblesse des démocraties qui n'ont pas su s'adapter et donner de vrais projets économiques à leur pays.

CONCLUSION

Cette crise née aux États-Unis atteint très rapidement l'ensemble du monde menant l'ensemble des États dans une période de dépression. La montée du chômage et de la pauvreté poussent les États à revoir leurs politiques économiques et mettent à mal les démocraties libérales. Pour combattre cette crise, les États vont intervenir de différentes façons. Dans tous les cas, ils interviennent dans leur économie, changeant ainsi les conceptions du libéralisme.